

# Indicateurs de tarification du carbone

Analyse des outils et des bases de données existants  
des partenaires de la Plateforme de collaboration  
sur les questions fiscales

**RÉSUMÉ ANALYTIQUE**



# 1. Introduction

## Un besoin croissant d'indicateurs de tarification du carbone

Le nombre d'instruments de tarification du carbone n'a cessé d'augmenter au cours des trois dernières décennies. En 2022, 68 instruments de tarification du carbone sont en vigueur (World Bank, 2022). Les taxes sur les carburants (accises) sont plus anciennes, plus répandues et, dans certaines régions, plus importantes que les instruments de tarification explicite du carbone. Par exemple, les taxes sur les carburants ont dominé les taux effectifs sur le carbone (ECR) dans les pays de l'OCDE en 2018, représentant 93 % des taux marginaux d'ECR (OECD, 2021).

Cette hausse de l'utilisation des instruments de tarification du carbone coïncide avec la création d'un large éventail d'indicateurs de tarification du carbone. Au cours de la dernière décennie, les organisations internationales ont joué un rôle de premier plan dans l'élaboration d'indicateurs permettant d'évaluer l'état actuel de la tarification du carbone, les tendances et les progrès réalisés par rapport à des critères de référence. Ces indicateurs aident les décideurs, les entreprises et les autres parties prenantes à prendre des décisions éclairées sur la tarification du carbone.

Cette diversité d'approches offre une riche perspective sur les différentes formes de tarification du carbone : directe, indirecte, positive et négative. Toutefois, elle risque également de semer la confusion parmi les décideurs et les autres parties prenantes. Les indicateurs peuvent différer en ce qui concerne les instruments considérés ou leur portée géographique. Par exemple, alors que certains de ces indicateurs prennent en compte la tarification directe (également appelée tarification explicite) du carbone, d'autres se concentrent également sur la



**Au cours de la dernière décennie, les organisations internationales ont joué un rôle de premier plan dans l'élaboration d'indicateurs** permettant d'évaluer l'état actuel de la tarification du carbone, les tendances et les progrès réalisés.

tarification indirecte du carbone (également appelée tarification implicite). En outre, les indicateurs peuvent différer dans les méthodologies choisies.

Le présent rapport a pour objectif de faciliter la comparaison entre les différents indicateurs. Il présente les indicateurs de tarification du carbone en se focalisant sur les institutions partenaires de la Plateforme de collaboration sur les questions fiscales (PCT). La PCT est une initiative conjointe du Fonds monétaire international (FMI), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et du Groupe de la Banque mondiale dont le but est de renforcer la collaboration dans le domaine de la mobilisation des ressources. Dans le cadre de ces efforts, et conformément à leurs mandats respectifs, les partenaires de la PCT entreprennent un travail d'analyse au profit de l'ensemble des membres des quatre organisations, ainsi que pour fournir aux pays en développement des outils clairs, cohérents et pratiques pour aborder une série de questions fiscales contemporaines. Ce rapport s'inscrit dans l'axe de travail qui traite de la fiscalité environnementale et, tout en examinant les indicateurs élaborés par les institutions partenaires de la PCT, il analyse également d'autres indicateurs de tarification du carbone.

---

## 2. Indicateurs des partenaires de la PCT

---

### Comprendre la diversité des approches

Au cours de la dernière décennie, une grande variété de définitions et d'indicateurs de la tarification du carbone ont été élaborés par les partenaires de la PCT et d'autres institutions universitaires et de la société civile. En 2013, l'OCDE a lancé une série de publications intitulée *Taxing Energy Use* (TEU), qui présentait les prix du carbone basés sur la fiscalité. En 2016, l'OCDE a commencé à suivre les taux effectifs sur le carbone (ECR), qui indiquent le prix total des émissions de carbone résultant des taxes (sur le carbone et



Les partenaires de la PCT ont mis au point un large éventail de définitions et d'indicateurs de la tarification du carbone. L'étude constate que les **indicateurs existants sont complémentaires** et qu'ensemble, ils fournissent une **description complète du paysage de la tarification du carbone**.

les carburants) et de l'échange de quotas d'émission. Outre les prix positifs du carbone, l'OCDE répertorie les subventions en utilisant une approche d'inventaire qui date de 2012. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) produit des estimations des subventions aux combustibles fossiles en utilisant l'approche de l'écart de prix (en comparant les prix pratiqués sur les marchés internationaux aux prix payés par les consommateurs nationaux). En ce sens, l'OCDE et l'AIE produisent des bases de données complémentaires sur les aides publiques aux combustibles fossiles — l'OCDE se focalisant sur une approche d'inventaire des transferts budgétaires et des allègements fiscaux et l'AIE sur les subventions aux combustibles fossiles mesurées par l'approche de l'écart de prix. Un ensemble de données combinées OCDE-AIE couvre 51 grandes économies (OECD-IEA, 2022).

Le FMI comptabilise également les subventions. Dans une série de publications sur les subventions aux combustibles fossiles, il mesure et suit les prix efficaces des combustibles fossiles (voir section 2.1) et les subventions qu'implique la tarification des combustibles fossiles en dessous des prix efficaces.

La Banque mondiale rend compte de l'évolution mondiale et nationale des prix explicites du carbone (échanges de quotas d'émission et taxes sur le carbone) dans sa publication annuelle phare, *States and Trends of Carbon Pricing (States and Trends)*. Enfin, en 2021, l'ONU a publié le *Handbook on Carbon Taxation for Developing Countries*, un manuel sur la tarification du carbone dans les pays en développement. Ce manuel fournit des conseils pratiques aux pays qui ont introduit une taxe carbone ou qui envisagent de le faire.

L'ONU a également contribué à mieux mesurer les subventions aux combustibles fossiles dans les pays en développement. Dans son rapport phare de 2019 intitulé *Measuring Fossil Fuel Subsidies in the context of the Sustainable Development Goals (SDGs)*, qui se propose d'évaluer les subventions aux combustibles fossiles dans le contexte des objectifs de développement durable, l'ONU présente une méthodologie que les pays peuvent appliquer pour mesurer les subventions.

Les indicateurs élaborés couvrent différentes politiques et différents pays, ce qui signifie que certains d'entre eux mettent l'accent sur certains instruments (par exemple, historiquement, le rapport *States and Trends* de la Banque mondiale était axé sur les instruments de tarification directe ou explicite du carbone, et ce n'est que récemment qu'il a commencé à se pencher sur des instruments qui fixent une tarification indirecte des émissions de gaz à effet de serre). Le tableau 1 décrit les indicateurs, les bases de données et les approches de chacun des quatre partenaires de la PCT.

Les indicateurs de tarification du carbone des partenaires de la PCT utilisent des terminologies différentes, des méthodes complémentaires et couvrent différents types de politiques. Pourtant, les caractéristiques qui semblent a priori diverger possèdent des concepts unificateurs.

**Tableau 1.** Indicateurs et bases de données des partenaires de la PCT sur la tarification du carbone : Instruments et périodes couverts

Partenaire	Base de données/ publication	Indicateurs	Instruments couverts	Données disponibles	Niveau de ventilation
OCDE	ECR	<a href="#">ECR</a>	Système d'échange de quotas d'émission (SEQE), taxes carbone, taxes sur les carburants, subventions ex post aux combustibles fossiles	2012, 2015, 2018, 2021	Combustible et secteur, par pays
	Tarification des émissions de gaz à effet de serre (OCDE)	<a href="#">ECR net</a>	SEQE, taxes carbone, taxes sur les carburants, subventions aux combustibles fossiles	2018, 2021	Combustible et secteur, par pays
	<a href="#">TEU</a>		Taxes sur l'énergie, taxes carbone et SEQE (depuis 2018)	2012, 2015, 2018, 2021	Combustible et secteur, par pays
FMI	Subventions aux combustibles fossiles	Subventions explicites et implicites	Subventions explicites et implicites, taxes carbone, taxes sur l'énergie et SEQE	1990–2021	Combustible et secteur, par pays
Banque mondiale	<a href="#">Tableau de bord de la tarification du carbone</a>	Niveaux et couverture des taux de carbone	SEQE, taxes carbone	1990–2021	Niveau de compétence
ONU	<a href="#">Manuel des Nations Unies sur la taxe carbone à l'intention des pays en développement</a>	Le Manuel ne contient pas d'indicateur, mais des conseils pratiques sur la manière de mettre en œuvre les taxes carbone.	Taxes carbone	—	Niveau de compétence

Source : Auteurs.

### 3. Comparaison des indicateurs et des approches

#### Proposer une typologie pour faciliter la comparaison

**Figure 1.** Typologie et comparaison des indicateurs de tarification du carbone des partenaires de la PCT selon trois dimensions

		2. Taux/forme de tarification du carbone			
		Positif		Négatif/subventions	
		Implicite/indirect	Explicite/direct	Implicite/indirect	Explicite/direct
1. Politiques couvertes	Instruments basés sur les prix (budgétaires, commerciaux et autres)	Prix efficient du FMI		Subventions explicites du FMI	
		Taux effectif sur le carbone (ECR) de l'OCDE		Mesure des subventions aux combustibles fossiles (PNUE-IIDD)	
		Taux effectif net sur le carbone (ECR net) de l'OCDE		Taux effectif net sur le carbone (ECR net) de l'OCDE	
		States and Trends de la Banque mondiale (2014-2018)		Shapiro (2020)	Subventions à l'énergie de l'AIE
		States and Trends de la Banque mondiale (à partir de 2019)			ESRAF de la Banque mondiale
		Agnolucci et al. (2023)			
		Manuel des Nations Unies		Agnolucci et al., (2023)	
		Rapport des Nations Unies sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions (EGR)			
		Inventaire de l'OCDE (par exemple, charges fiscales)	Prix du carbone pondéré en fonction des émissions (Dolphin, 2022)		
Instruments non basés sur les prix		Forum inclusif de l'OCDE sur les approches d'atténuation des émissions de carbone (IFCMA)		Forum inclusif de l'OCDE sur les approches d'atténuation des émissions de carbone (IFCMA)	
		Tarification globale du carbone (Cahart et al., 2022)		Inventaire de l'OCDE (par exemple, appui budgétaire)	
				Tarification globale du carbone (Cahart et al., 2022)	

3. Objet de l'indicateur	
■	Descriptif
■	Normatif
■	Orientation

Note : La tarification positive et la tarification négative du carbone peuvent se chevaucher.  
Source : Auteurs.



L'analyse met en évidence une dimension essentielle de la convergence : **malgré leur diversité**, les partenaires de la PCT s'accordent pour prendre en **considération les indicateurs explicites et implicites (également appelés indicateurs directs et indirects)** de la tarification du carbone.

Pour faciliter la comparaison, le rapport propose une typologie permettant d'analyser et de comprendre les indicateurs de tarification du carbone. La typologie comprend trois dimensions : les politiques couvertes, qui font référence aux types d'instruments de tarification du carbone couverts par l'indicateur, le taux ou la forme de tarification du carbone, qui précise si l'indicateur suit des formes de tarification positives (taxes carbone et SEQE) ou négatives (subventions), implicites (taxes sur les carburants) ou explicites (taxes carbone).

Les intersections de ces trois dimensions permettent de clarifier les différences et les complémentarités des indicateurs de la PCT. L'indicateur de chaque partenaire de la PCT peut être placé dans les trois dimensions, en notant que l'exercice consistant à fournir une typologie a naturellement recours à la simplification.

L'importance des droits d'accise (et des subventions) pour contribuer à une tarification équivalente du carbone se reflète dans les indicateurs et/ou les approches de tarification du carbone des partenaires de la PCT. Dans la diversité, il y a également une convergence sur les indicateurs des partenaires de la PCT qui envisagent une tarification positive du carbone sous ses formes explicite (ou directe) et implicite (ou indirecte). Par exemple, l'ECR de l'OCDE regroupe les signaux-prix provenant d'instruments explicites de tarification du carbone tels que les taxes carbone, le SEQE et les taxes sur les combustibles fossiles. De même, la Banque mondiale a commencé à étudier l'importance des signaux-prix indirects du carbone provenant des taxes sur les carburants (World Bank, 2022).

## 4. Messages communs des partenaires de la PCT sur la tarification du carbone

Le présent rapport constate que les partenaires de la PCT s'accordent sur un message essentiel : les signaux-prix du carbone sont insuffisants à ce jour. Les prix de l'énergie sont mal alignés sur les coûts liés au climat, à l'environnement et à la santé. Les signaux-prix ne sont pas cohérents avec la teneur en carbone, puisque les combustibles les plus polluants sont soumis aux taux de prix du carbone les plus bas (voir figure 2). C'est un message qui est mis en évidence par les approches de la plupart des partenaires de la PCT, sachant que tous ces partenaires ne ventilent pas les données relatives à la tarification au niveau des carburants et des secteurs. La diversité des indicateurs de tarification du carbone s'explique par le fait que les instruments de tarification du carbone peuvent prendre plusieurs formes.

Selon l'OCDE, entre 2018 et 2021, 59,3 % des gaz à effet de serre n'étaient pas soumis à un prix du carbone positif, ce qui laisse entrevoir des possibilités considérables de faire progresser la tarification du CO<sub>2</sub> (OECD, 2022). La Banque mondiale souligne que si les prix directs du carbone ont récemment atteint des sommets dans de nombreux pays, moins de 4 % des émissions mondiales sont actuellement couvertes par un prix direct du carbone dans la fourchette nécessaire d'ici à 2030 (World Bank, 2022). Le FMI insiste sur la nécessité de fixer des prix de l'énergie « justes » en appliquant des niveaux de prix efficaces sur les carburants (Parry *et al.*, 2021). Enfin, l'ONU souligne la nécessité d'aligner les taxes sur les carburants en fonction de leur teneur en carbone (UN, 2021c), d'éliminer les subventions aux carburants qui sapent les taxes carbone (UNEP-IISD, 2019 ; UN, 2021 ; UN, 2021b ; UN, 2021c), et met en évidence le rôle clé des taxes environnementales dans l'alignement des politiques fiscales sur les engagements du Programme 2030 pour le développement durable, du Programme d'action d'Addis-Abeba et de l'Accord de Paris sur le changement climatique (UN, 2021).

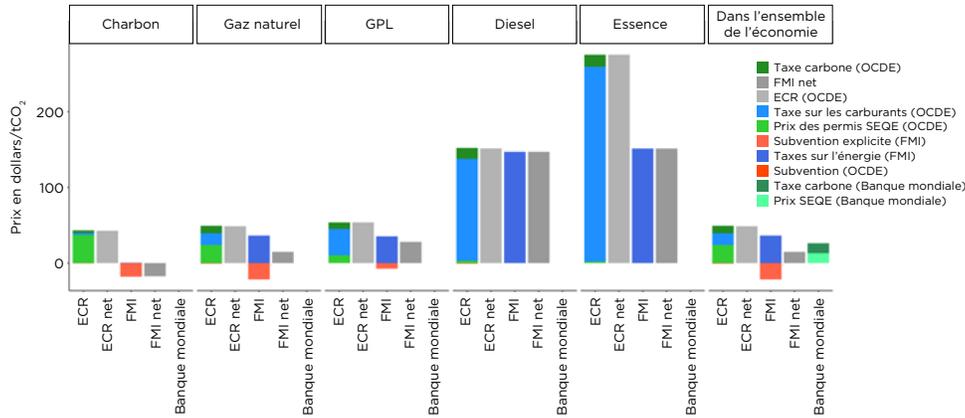


Les signaux-prix du carbone sont **insuffisants** à ce jour. Les prix de l'énergie sont **mal alignés** sur les coûts liés au climat, à l'environnement et à la santé.

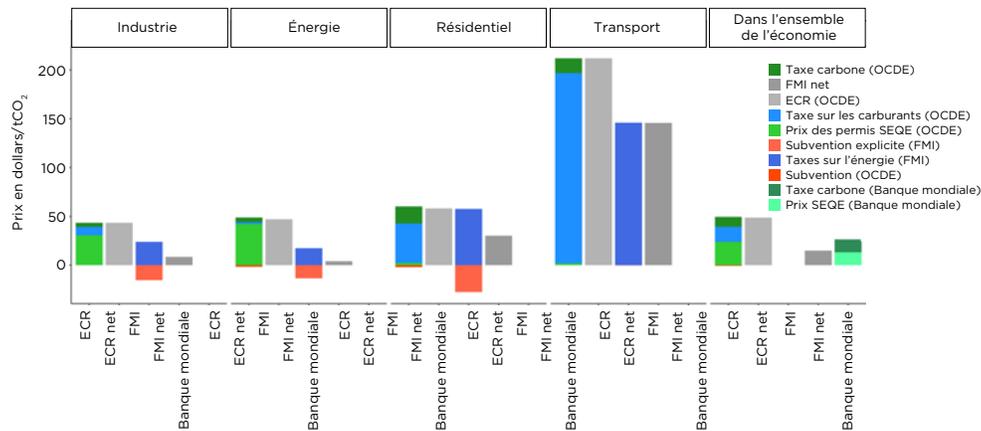
En effet, une approche globale visant à fixer le juste prix de l'énergie impliquera la suppression des subventions (explicites, avant impôt) aux combustibles fossiles, l'augmentation des prix directs du carbone afin de prendre en compte les coûts sociaux des émissions de gaz à effet de serre, et la fixation des taux d'imposition des carburants sur la base de leur teneur en carbone. La coopération internationale sur ces aspects est importante pour soutenir les pays dans leurs efforts pour atteindre les objectifs de réduction à zéro des émissions nettes.

**Figure 2.** Indicateurs des partenaires de la PCT pour différents combustibles et secteurs

**A. Membres de l'OCDE : Tarification du carbone pour différents combustibles (2021)**



**B. Membres de l'OCDE : Prix du carbone dans différents secteurs (2021)**



**Les stratégies visant à améliorer l'alignement** comprennent la suppression des subventions aux combustibles fossiles, l'augmentation des prix directs du carbone (via les taxes carbone ou le SEQE), l'élargissement de l'assiette fiscale des taxes sur les carburants et **l'alignement des taux sur le coût social du carbone.**



# Indicateurs de tarification du carbone

Analyse des outils et des bases de données existants  
des partenaires de la Plateforme de collaboration sur  
les questions fiscales

**RÉSUMÉ ANALYTIQUE**